

## Les coulisses de l'opération anti-woke de Blanquer

Le « laboratoire républicain » du ministre, qui regroupe élus, intellectuels et chefs d'entreprise, sera lancé à la rentrée **Page 3**

Le « laboratoire républicain » du ministre de l'Éducation nationale, qui regroupe élus, intellectuels et chefs d'entreprise, sera lancé à la rentrée. Voici les dessous d'une initiative préparée depuis un an

## Dans les coulisses de l'opération Blanquer contre le wokisme

### *Air de campagne*

**La loi confortant le respect des principes républicains**, dont son volet sur l'école, doit être adopté définitivement cette semaine.

Marie-Amélie Lombard-Latune

UN « LABORATOIRE RÉPUBLICAIN » contre le wokisme : tel est le projet « à la fois intellectuel, politique et pratique » que le ministre de l'Éducation nationale entend lancer dès la rentrée. Déjà dans les tuyaux il y a un an, l'initiative avait été mise en pause par l'Élysée. « Pas mûr », « pas opportun », hésitait, semble-t-il, Emmanuel Macron. Aujourd'hui, le feu est au vert. Il s'agit d'entrer dans l'action et de trouver des financements pour cette association. Une cinquantaine de parlementaires participent à la réflexion (parmi lesquels l'aile « laïcité » de la majorité dont Aurore Bergé, Francis Chouat, des élus MoDem) mais aussi les essayistes Caroline Fourest et Jacques Julliard, l'avocat Richard Malka, Dominique Schnapper qui préside déjà le Conseil des sages de la laïcité à l'Éducation nationale, des chefs d'entreprise. Sans compter Jean-Pierre Chevènement et Manuel Valls avec qui Jean-Michel Blanquer échange régulièrement.

Le ministre est convaincu que la défense de la laïcité doit être élargie, que le prochain enjeu

est de contrer cette cancel culture qui essentialise les différences et qui, dit-il en privé, est « une véritable attaque contre les fondements des grands principes du monde libre », à l'opposé d'une « vision humaniste, universaliste, viscéralement attachée aux enjeux de liberté ». Plaçant le sujet au plus haut des préoccupations politiques, persuadé que le wokisme, et ses avatars (« racisme systémique », « décolonialisme », « culture du viol », etc.) seront un thème majeur de la campagne présidentielle.

« **Attitude gramscienne** ». A ses proches, celui qui avait provoqué un tollé en dénonçant « l'islamo-gauchisme » à l'université explique qu'une première manche est en passe d'être perdue contre la vague woke qui a largement pénétré le monde académique et les milieux intellectuels. Comme avec l'islamisme fondamentaliste ou l'expansionnisme de la Chine – exemples qu'il cite souvent –, les démocraties ont « un temps de retard » dans leur compréhension de la menace et leur réplique. D'où la nécessité d'avoir « une attitude gramscienne sur ces mouvements, leurs matrices idéologiques et leurs conséquences sur les plaques tectoniques politiques ».

Au début des années 1990, après Sciences-Po, Jean-Michel Blanquer part étudier à Har-



vard où il voit l'émergence de ces mouvements dans les meilleures facs américaines, le politiquement correct pour décrocher des postes et des financements. Trente ans plus tard, il décrit le wokisme comme « quelque chose de très structuré, autoporté », sans grand manitou derrière, mais dont l'influence est « gigantesque ». Des profs de Sciences Po Grenoble au pilori pour leur prétendue « islamophobie », l'affaire Mila, les élucubrations d'une chercheuse du CNRS sur la « blanchité alimentaire » de la cuisine française : l'actualité lui donne du grain à moudre. Pas question que des institutions comme le CNRS, Sciences-Po ou Normale Sup tombent aux mains des wokes. Les entreprises qui cèdent du terrain par conformisme et intérêts commerciaux bien compris l'inquiètent aussi. A l'écriture inclusive, il a opposé un barrage très net à l'école.

**Court-termiste.** Avec son entourage, Jean-Michel Blanquer file la métaphore sanitaire : « Le virus de la zizanie a été planté. On en est déjà au stade 2. Le vaccin, je prétends y travailler avec un bon laboratoire ! » Afin de proposer « un modèle alternatif pour la jeunesse qui a besoin de causes généreuses ». Un exemple ? L'égalité hommes-femmes, non pas vue au travers de la guerre des sexes et de « l'intersectionnalité des luttes », mais d'un prisme républicain. Les sciences, également, où rationalisme et progrès ne doivent plus céder de terrain. Les travaux de Hakim El Karoui sur la jeunesse, notamment musulmane, sur ses modes d'expression, sont aussi regardés de près. A ses interlocuteurs, le ministre assure qu'il sait passer de l'hyperthéorique au très concret et qu'il ne s'agit plus de faire du travail en chambre.

Jusqu'à présent très identifié sur la laïcité, celui qui avait bousculé LREM en affirmant que « le voile n'est pas souhaitable dans la société », veut tracer son sillon. Et faire de cette lutte anti-woke un marqueur dans un monde politique souvent jugé trop court-termiste et peu lucide alors que « l'éléphant est là, au milieu de la pièce ». L'ami proche de François Baroin depuis le collègue Stanislas, l'ancien recteur puis patron de l'Essec, nouveau venu en 2017, a fait du chemin en politique. Il revendique sa longueur d'avance dans le quinquennat, sa volonté de placer la laïcité au cœur de son action gouvernementale, son intuition de la gravité de la situation bien avant

l'assassinat de Samuel Paty. « En arrivant ici, j'ai dit que je voulais rerépublicaniser l'Education nationale et la rescientifiser. C'est ce que j'ai fait avec le Conseil des sages de la laïcité et le premier conseil scientifique de l'Education nationale », met-il en avant.

Francis Chouat (apparenté LREM), qui a pris la succession de Manuel Valls dans l'Essonne, actif dans ce cercle Blanquer, voudrait saisir l'occasion pour « ne pas cantonner la réflexion à la majorité actuelle ». Des élus de gauche – Carole Delga (présidente de la région Occitanie), Michaël Delafosse (maire de Montpellier), Mathieu Klein (maire de Nancy) – comme de droite – Eric Diard (député des Bouches-du-Rhône), Robin Reda (député de l'Essonne) – sont cités. Même si les tensions d'une présidentielle risquent de ne pas concrétiser le projet.

Au sein du gouvernement, Jean-Michel Blanquer pousse donc son avantage. Au risque de froisser sa collègue de l'Intérieur, Marlène Schiappa qui, la semaine dernière, défendait avec ardeur le nouveau comité interministériel sur la laïcité. Et de provoquer les jalousies que peut susciter un bon élève de la classe Macron. Un élément un peu potache quand il revendique cette formule : « Nous nous appelons "La République en marche", pas "Le communautarisme en vadrouille". »

@malombard 

***Un exemple ? L'égalité hommes-femmes, qui ne doit pas être vue au travers de la guerre des sexes et de « l'intersectionnalité des luttes », mais d'un prisme républicain***





**Jean-Michel Blanquer**, le ministre de l'Éducation nationale.

SIPA PRESS

